

Claude Bontems

LA JUSTICE EN ALGÉRIE  
1830-1962

Présentation par Ali Bencheneb  
professeur émérite de l'Université de Bourgogne



Slatkine Érudition

GENÈVE

2022

## TABLE DES MATIÈRES

<b>Présentation</b> . . . . .	7
<b>Introduction</b> . . . . .	19
<b>Chapitre préliminaire : En ces temps là : la justice en Algérie avant la colonisation française</b> . . . . . 37	
I – La justice dans la Régence d’Alger avant les Ottomans . . . . .	38
1 – La période préislamique . . . . .	38
2 – L’islam et l’organisation judiciaire . . . . .	40
3 – La justice dans l’environnement de l’Algérie . . . . .	47
II – L’organisation judiciaire algérienne durant la période ottomane . . . . .	53
1 – Le système judiciaire tel qu’il a possiblement fonctionné à l’époque ottomane . . . . .	59
2 – Le système judiciaire de la Régence ottomane à travers le regard occidental . . . . .	67
<b>PREMIÈRE PARTIE :</b>	
<b>LES PREMIERS PAS DE LA JUSTICE COLONIALE (1830-1845)</b> . . . . . 79	
<b>Chapitre I<sup>er</sup> – La période des tâtonnements (1830-1834)</b> . . . . .	85
Section 1 – La justice européenne : l’improvisation . . . . .	86
Section 2 – Les juridictions indigènes : l’ignorance et le maintien de l’existant . . . . .	103
Section 3 – La Commission d’Afrique et la première organisation officielle : l’ordonnance royale du 10 août 1834 . . . . .	111
§ 1 – La justice devant la commission d’Afrique . . . . .	112
1 – Le rapport Laurence . . . . .	112
2 – La discussion du rapport . . . . .	116
§ 2 – L’ordonnance royale du 10 août 1834 . . . . .	118
1 – Les juridictions françaises . . . . .	119
2 – Les juridictions indigènes . . . . .	123
3 – Le fonctionnement des juridictions . . . . .	125
4 – Les dispositions particulières . . . . .	128

**Chapitre II – De l’occupation restreinte à l’occupation totale  
(1834-1845) : un pas de plus vers la francisation de la justice . . . . . 131**

Section 1	– L’assimilation inachevée des juridictions françaises . . . . .	132
§ 1	– La poursuite de l’assimilation : les juridictions françaises . . . . .	133
1	– L’ordonnance royale du 28 février 1841 . . . . .	133
2	– L’ordonnance royale du 26 septembre 1842 . . . . .	134
§ 2	– Un frein à l’assimilation : le personnel judiciaire . . . . .	136
1	– Les magistrats . . . . .	136
	– Les procureurs généraux . . . . .	138
	– Les conseillers, juges et membres du parquet des juridictions . . . . .	139
	– Les juges de paix . . . . .	143
2	– Les auxiliaires de justice . . . . .	143
Section 2	– Les juridictions indigènes : entre ignorance et tolérance . . . . .	151
§ 1	– L’organisation des juridictions indigènes dans les territoires colonisés : une liberté contrôlée . . . . .	154
1	– La suppression des tribunaux rabbiniques . . . . .	154
2	– La justice musulmane . . . . .	156
§ 2	– Les juridictions indigènes dans les territoires militaires : une imitation ? . . . . .	160
1	– L’organisation judiciaire de l’Émir Abd el-Kader . . . . .	161
2	– L’adaptation par Bugeaud de l’Organisation d’Abd el-Kader . . . . .	163

**DEUXIÈME PARTIE**

**IMPLANTATION ET INCOHÉRENCES DU MODÈLE COLONIAL  
(1845-1890) . . . . . 171**

**Chapitre I<sup>er</sup> – La francisation bien tempérée de l’appareil  
judiciaire . . . . . 179**

Section 1	– Les juridictions. L’implantation du système français . . . . .	180
§ 1	– La justice civile . . . . .	181
1	– La cour d’appel d’Alger . . . . .	182
2	– Les tribunaux de première instance . . . . .	184
3	– Les justices de paix . . . . .	188
§ 2	– La justice spécialisée . . . . .	197
1	– Le tribunal de commerce . . . . .	197
2	– Le conseil des prud’hommes . . . . .	201
§ 3	– La justice pénale . . . . .	204
§ 4	– La justice administrative . . . . .	209

Section 2	– Le personnel de justice. Les limites de la francisation . . .	221
§ 1	– Les magistrats . . . . .	221
1	– Les conseillers de la cour d’Alger . . . . .	222
2	– Les juges des tribunaux de première instance . . . . .	225
3	– Les juges de paix . . . . .	228
	– La carrière du juge de paix . . . . .	228
	– La vie du juge de paix au quotidien . . . . .	240
§ 2	– Les auxiliaires de justice . . . . .	248
1	– Les avocats . . . . .	249
2	– Les autres auxiliaires de justice . . . . .	253
	– Les notaires . . . . .	253
	– Les huissiers . . . . .	254
	– Les greffiers . . . . .	254
	– Les interprètes . . . . .	256
<b>Chapitre II</b>	<b>– La justice militaire . . . . .</b>	<b>263</b>
Section 1	– De 1845 à 1870 : une justice militaire contestée . . . . .	263
Section 2	– De 1870 à 1890 : l’armée décriée, les colons déchaînés : et l’indigénat . . . . .	267
§ 1	– Un code de l’indigénat ? . . . . .	268
§ 2	– L’indigénat et l’administrateur des communes mixtes . . . .	272
<b>Chapitre III</b>	<b>– La justice musulmane : tumultes et incertitudes . . . . .</b>	<b>279</b>
Section 1	– Le statut des juridictions musulmanes . . . . .	280
§ 1	– 1848-1866 : l’autonomie des juridictions musulmanes . . .	282
1	– Le décret du 1 <sup>er</sup> octobre 1854 : la pleine autonomie . . . .	284
2	– Le décret du 31 décembre 1859 : le retour à la subordination . . . . .	288
3	– Le décret du 13 décembre 1866 : un compromis provisoire . . . . .	292
§ 2	– 1870-1890 : la lente érosion des juridictions musulmanes .	295
1	– Les tentatives d’éradication des juridictions musulmanes .	298
2	– Une justice musulmane résiduelle à peine tolérée : les décrets de 1886 et 1889 . . . . .	300
Section 2	– La mise sous tutelle des juges musulmans . . . . .	305
§ 1	– Donner un statut au cadi . . . . .	306
§ 2	– Éradiquer le cadi ? . . . . .	312

**TROISIÈME PARTIE**  
**DE L'APOTHÉOSE COLONIALE À L'INTÉGRATION**  
**(1890-1962) . . . . . 321**

**Chapitre I – L'apothéose du système judiciaire français (1890-1962) . 327**

Section 1	– Les ultimes ajustements coloniaux (1890-1940) . . . . .	328
§ 1	– Les juridictions : la poursuite de l'intégration . . . . .	328
1	– La justice civile . . . . .	328
	– L'insoluble problème de l'unité ou de la pluralité de la cour d'appel . . . . .	329
	– La transposition en Algérie des réformes judiciaires . . . . .	330
	– La consécration de la justice de paix algérienne . . . . .	333
2	– Les juridictions spécialisées . . . . .	336
	– Les tribunaux de commerce . . . . .	336
	– Les conseils des prud'hommes . . . . .	337
3	– La justice pénale . . . . .	338
4	– Les conseils de préfecture . . . . .	342
§ 2	– Les magistrats . . . . .	345
1	– Les magistrats en Algérie : entre francisation et algérianisation . . . . .	345
	– La nomination des magistrats algériens . . . . .	345
	– L'inamovibilité de la magistrature en Algérie . . . . .	346
	– La carrière des magistrats en Algérie . . . . .	351
2	– La justice de paix algérienne . . . . .	354
	– Le recrutement du juge de paix algérien . . . . .	354
	– L'avancement dans la carrière . . . . .	355
§ 3	– les auxiliaires de justice . . . . .	359
1	– Les avocats . . . . .	360
2	– Les officiers ministériels . . . . .	363
	– Vers un statut uniformisé . . . . .	363
	– Le recrutement sur titre et concours . . . . .	365
	– La carrière . . . . .	367
Section 2	– L'intégration tardive (1940-1962) . . . . .	368
§ 1	– Les juridictions : le renforcement de l'uniformisation . . . . .	369
1	– Les cours d'appel . . . . .	369
2	– Les cours d'assises . . . . .	371
3	– Les autres juridictions civiles . . . . .	374
4	– Les tribunaux administratifs . . . . .	375
§ 2	– Le personnel judiciaire en marche vers l'uniformisation . . . . .	375
1	– Les magistrats . . . . .	375
2	– Les auxiliaires de justice . . . . .	377
	– Les réformes du régime de Vichy . . . . .	378
	– La Libération et le nouveau statut . . . . .	380
§ 3	– La refonte de 1958 : le dernier pas vers l'intégration . . . . .	387

**Chapitre II – La justice musulmane tolérée (1890-1962) . . . . . 391**

Section 1	– La survie de la justice civile musulmane . . . . .	392
§ 1	– Les juridictions en matière musulmane . . . . .	392
1	– Le décret du 25 mai 1892 . . . . .	392
2	– Les tentatives d’amélioration . . . . .	393
3	– La chambre de révision musulmane . . . . .	397
4	– Les réformes tardives de 1944 . . . . .	399
§ 2	– Le personnel des juridictions musulmanes . . . . .	403
Section 2	– La fixation du droit musulman algérien . . . . .	412
Section 3	– La difficile extinction de l’indigénat . . . . .	416

**Chapitre III – Les derniers soubresauts de la justice militaire française en Algérie . . . . . 427**

Section 1	– La justice militaire dans les territoires du sud . . . . .	427
§ 1	– La création des territoires du sud . . . . .	427
§ 2	– L’organisation judiciaire dans les territoires du sud . . . . .	429
1	– Les autorités compétentes . . . . .	430
2	– Les commissions disciplinaires . . . . .	433
Section 2	– La justice militaire durant les dernières années de la colonisation française . . . . .	438
§ 1	– Le recours aux moyens traditionnels et la tolérance des « bavures » . . . . .	440
§ 2	– L’état d’urgence . . . . .	442
§ 3	– Les pleins pouvoirs : <i>inter arma enim silent leges</i> . . . . .	451

**Conclusion . . . . . 469****Annexes . . . . . 483**

I	Lettre d’Umar ibn al-Hattab à Mûsa al-Ash’ari . . . . .	485
II	T. Shaw : la justice chez les Arabes à l’époque ottomane . . . . .	485
III	Pinson de Ménerville : présentation de la justice . . . . .	486
IV	Les auxiliaires de justice : arrêtés ministériels de 1842 . . . . .	487
	Statut des huissiers . . . . .	487
	Statut des notaires . . . . .	488
V	Lettre d’Abd el-Kader adressée à Dumas (extraits) . . . . .	489
VI	Lettres de Dumas consul à Mascara . . . . .	490
VII	Circulaires de Bugeaud sur l’organisation de la justice . . . . .	492
	Circulaire des 12 et 29 janvier 1844 (extraits) . . . . .	492

	Circulaire des 3 et 20 février 1844 (extraits) . . . . .	492
	Circulaire des 12 et 20 février 1844 (extraits) . . . . .	493
	Règlement sur l'application et la répartition des amendes en pays arabe . . . . .	493
	Circulaire des 17 septembre et 9 octobre 1844 . . . . .	495
	Circulaire n° 43 du 13 février 1847 . . . . .	498
VIII	Rapport sur l'Ordonnance des 15 avril et 31 août 1845 . . . . .	499
IX	Le jury d'assises en Algérie . . . . .	503
	Décret des 24 octobre et 10 décembre 1870 . . . . .	503
	Circulaire gouvernementale du 5 décembre 1870 . . . . .	504
X	Les magistrats fondateurs de la législation algérienne . . . . .	505
	Charles Pinson de Ménerville . . . . .	505
	Émile Zeys . . . . .	506
	Adolphe Lefébure . . . . .	508
	Édouard Sautayra . . . . .	508
XI	Les juges de paix . . . . .	509
	Rapport du 1 <sup>er</sup> président et du procureur général (1918) . . . . .	509
	Conseil supérieur du gouvernement, séance du 22 novembre 1875 . . . . .	510
	Rapport du procureur général Mailly . . . . .	513
	Chambre des députés : intervention d'Étienne Flandin (1895) . . . . .	514
XII	Les auxiliaires de justice . . . . .	516
	Les interprètes traducteurs assermentés : arrêté du 26 février 1835 . . . . .	516
XIII	Les commissions disciplinaires . . . . .	518
	Instructions relatives à l'internement des indigènes (1858) . . . . .	518
	Instructions supplémentaires sur la responsabilité des tribus (1858) . . . . .	519
	Lettre du général Yousof (1959) . . . . .	521
	Lettre du général Martimprey . . . . .	523
XIV	Lettre de Napoléon III à Mac-Mahon (extraits) . . . . .	526
XV	Intervention du gouverneur général Chanzy contre l'extension de l'indigénat . . . . .	527
XVI	Justice musulmane . . . . .	529
	Enquête agricole, Commission Le Hon – 1869 (extraits) . . . . .	529
	Le Conseil supérieur du gouvernement et la suppression des cadis . . . . .	533
XVII	La cour d'appel d'Alger . . . . .	545
	La Commission Isaac . . . . .	545
	Le statut de la cour d'appel devant les délégations financières . . . . .	546

XVIII	Rapport du Garde des sceaux Louis Barthou (1926) . . . . .	547
XIX	Les conseils des prud'hommes : loi du 27 mars 1907 . . . . .	548
XX	Les cours d'assises en Algérie . . . . .	549
	Le jury devant la Commission Isaac . . . . .	549
	Jury ou juridiction spéciale : Étienne Flandin . . . . .	550
XXI	Les conseils de préfecture . . . . .	551
	Rapport accompagnant le décret du 6 septembre 1926 . .	551
	Rapport accompagnant le décret du 7 septembre 1927 . .	553
XXII	L'inamovibilité des magistrats en Algérie : rapport supplémentaire Isaac, 1898 . . . . .	554
XXIII	Le juge de paix en Algérie : recommandations de la Commission Isaac . . . . .	555
XXIV	Les auxiliaires de justice . . . . .	556
	Rapport de la commission Dupuy . . . . .	559
	Le stage des avocats : décret du 20 juin 1920, art. 22 . .	559
	Décret n° 54-406 du 10 avril 1954, art. 26 . . . . .	560
XXV	L'ouverture des carrières judiciaires aux citoyens algériens . .	561
XXVI	La justice musulmane à partir de 1892 . . . . .	561
	Le décret du 25 mai 1892 . . . . .	561
	L'intervention du gouverneur général Jules Cambon au Sénat le 18 juin 1894 . . . . .	562
XXVII	La justice appliquée par les militaires . . . . .	562
	L'intervention de pierre Fayet devant la Chambre, le 3 février 1955 . . . . .	562
	L'intervention de Maurice Viollette . . . . .	563
	L'intervention d'Albert Maton . . . . .	566
	L'état d'urgence en 1955 . . . . .	566
	– projet de loi autorisant le gouvernement à prolonger l'état d'urgence . . . . .	566
	– projet de loi de la commission de l'Assemblée Nationale . . . . .	567
	– texte adopté le 29 juillet 1955 . . . . .	568
	– Intervention de Paul Pantaloni . . . . .	568
	– Intervention d'André Gautier . . . . .	569
	– Intervention de Madame Yvonne Dumont . . . . .	570
	Les pleins pouvoirs . . . . .	572
	<b>Bibliographie</b> . . . . .	573
	<b>Index</b> . . . . .	589
	<b>Table des matières</b> . . . . .	597